

# « Les festivals constituent une émulsion sociale »

**EMMANUEL NÉCRIER**

Le chercheur montpelliérain du Cepel évalue à 250 millions d'euros la perte économique des festivals en Occitanie. Il mesure l'impact social et s'interroge sur leur évolution.

**Comment avez-vous procédé pour évaluer l'impact de la crise ?**

Nous avons lancé voici presque un an une importante recherche (SoFest) pour appréhender la dimension sociale et territoriale des festivals. Une centaine avait participé à cette enquête que nous devions reprendre au printemps. Les annulations nous ont incités à utiliser ce premier travail pour évaluer les pertes propres des festivals, et celles liées aux dépenses des festivaliers (53 euros par personne en moyenne, prix du billet compris).

L'étude porte sur des festivals musicaux avec des extrapolations pour l'ensemble des festivals dans toute la France : on en compte environ 4 000 entre avril et août, dont 10 % en Occitanie.

**Vous chiffrez la perte générale entre 2,3 et 2,5 milliards d'euros. Pour l'Occitanie, ce serait de l'ordre de 250 millions ?**

Tout à fait, l'Occitanie est une terre de festivals comme la Bretagne ou Paca. Ce chiffre tient compte des subventions qui ont été le plus souvent maintenues pour 2020 par les collectivités. Mais beaucoup de ces festivals vivent grâce à leur billetterie.

**Ils sont menacés de disparition ?**

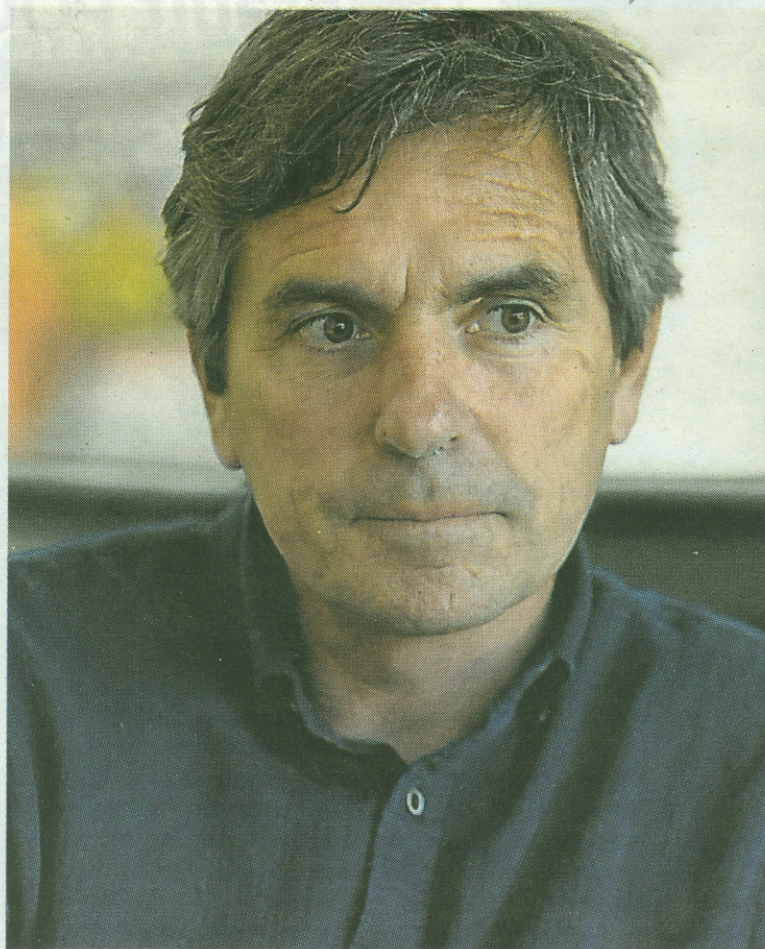
Aujourd'hui bien subventionnés, les festivals les plus anciens – souvent ceux de musique classiques

ou de jazz – le seront-ils l'an prochain à la même hauteur, quand les élus devront colmater les dégâts économiques du coronavirus ? L'argent public risque d'être moins disponible. C'est un danger pour ces festivals qui doivent s'attendre à des efforts considérables. Plus récents, les festivals de musiques actuelles qui, eux, dépendent de la billetterie et de leurs ressources propres (merchandising, restauration, mécènes) sont très fragilisés.

D'autant que ce manque intervient dans un contexte économique déjà tendu. À cause de l'inflation des cachets artistiques, le concert étant devenu la principale ressource de l'industrie musicale. À cause aussi des frais de sécurité en augmentation après les attentats. Pour les festivals de moyenne gamme, comme Les Déferlantes d'Argelès, la limite du déficit, il y a dix ans, était à environ 70 % de remplissage. Maintenant, c'est autour de 95 %.

**Avec un changement tout de même, Les Déferlantes sont adossées à un opérateur privé qui comblera peut-être le déficit.**

Oui, c'est le groupe Olympia, donc Vivendi. Peut-être que ça permet au directeur David Garcia de dormir un peu mieux la nuit. Mais ça ne change rien à l'économie. Le déficit sera peut-être couvert mais jusqu'à un certain point. Les groupes Vivendi Live Nation, A EG, Morgane ou Fimalac maintiendront la pression et poursuivront



Emmanuel Négrier : « La France s'est fortement "festivalisée". »

V. PEREIRA

leur stratégie de concentration à l'occasion de cette crise, sans avoir vocation à être les sauveurs du secteur festivalier.

« La perte économique sera sans commune mesure avec ce que peut l'argent public »

**37 % des festivals ont un budget inférieur à 20 000 euros. Ces petits événements s'en sortiront-ils mieux ?**

Oui, ils sont dans des économies modestes, bénéficiant d'aides ou de mise à disposition par les communes, mais aussi de diverses solidarités et bénévoles. La France des festivals est un extraordinaire vivier de petits et moyens événements, parfois une fête de copains, que ne doivent pas occulter les grosses machines. Les enjeux de l'aide à la culture en danger se trou-

vent dans l'adaptation à cette diversité.

**L'aide gouvernementale est-elle à la hauteur de la catastrophe ?**

Elle ne peut pas l'être car on ignore aujourd'hui l'étendue de cette catastrophe. La perte économique sera sans commune mesure avec ce que peut l'argent public. Et puis, dans le domaine des festivals, l'État est peu présent. Il laisse ce rôle aux villes. Certaines vont être fortement impactées comme Sète où les festivals se succèdent. Pour Sète, c'est une catastrophe quasiment industrielle. Avec trois festivals phares, Montpellier Danse, Radio France et Le printemps des Comédiens, Montpellier est également impacté.

Partout les festivals constituent une émulsion sociale avec des retombées économiques et touristiques dont l'absence va se mesurer cet été. La France s'est fortement "festivalisée" ces vingt dernières années et ce coup de frein devient un phénomène anthropologique.

**Propos recueillis par Jean-Marie Gavalda**